

MARCHE PUBLIC N°2025010250F34

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN AUX
3 LOTS**

LOT 1 : N° 2025010250F34A

LOT 2 : N°2025010250F34B

LOT 3 : N° 2025010250F34BC

Personne Publique

Institut de Recherche pour le Développement

Direction des Finances

Service des Achats, de la Performance et de l'Innovation

Immeuble Le Sextant

44 Boulevard de Dunkerque - CS 90009 13572 MARSEILLE cedex 02

Courriel : df.sapi@ird.fr

Objet de la consultation :

Prestation d'accompagnement humain et matériel à la réalisation du projet AMEO « Aires Marines Educatives Océan Indien »

Etendue de la consultation :

Marché public passé selon une procédure formalisée conformément à l'article L2124-2 du code de la commande publique.

Table des matières

TABLE DES MATIERES	2
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE.....	3
1.1. PRESENTATION DE L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT	3
1.2. DESCRIPTION DU CONTEXTE.....	3
ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 4 : TRANCHES.....	4
ARTICLE 5 : VARIANTES - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	4
ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHE	4
ARTICLE 8 : PRIX	5
ARTICLE 9 : VARIATION DANS LES PRIX	5
ARTICLE 10 : RACHAT OU CESSION D'ACTIVITES	5
ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE.....	6
ARTICLE 12 : MODALITES DE PAIEMENT	6
12.1. PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DES FACTURES	6
12.2. MODE DE REGLEMENT.....	8
ARTICLE 13 : FINANCEMENT ET GARANTIES	8
13.1. RETENUE DE GARANTIE	8
13.2. NANTISSEMENT	8
13.3. AVANCE	8
ARTICLE 14 : MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DU MARCHE.....	9
14.1. PILOTAGE DU MARCHE	9
14.2. DESIGNATION D'UN REFERENT	9
14.3. DELAIS D'EXECUTION	9
14.4. REUNION DE LANCEMENT DE LA PRESTATION	9
14.5. DECISION DE POURSUIVRE – ORDRE DE SERVICE	9
14.6. FONCTION DE CONSEIL ET NEUTRALITE	9
14.7. RESTITUTION DES LIVRABLES.....	10
14.8 SUIVI D'EXECUTION DE LA PRESTATION	10
14.9 OPERATION DE VERIFICATION ET D'ADMISSION	10
14.10 CONFORMITE DU TITULAIRE A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	10
14.11 SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNE	10
14.12 AUTRES RESPONSABILITES CONTRACTUELLES.....	11
ARTICLE 15 : PENALITES.....	11
ARTICLE 16 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE.....	12
ARTICLE 17 : SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 18 : ASSURANCES	12
ARTICLE 19 : RESPONSABILITES	13
ARTICLE 20. MARCHE A PRESTATIONS SIMILAIRES.....	13
ARTICLE 21. MONNAIE.....	13
ARTICLE 22. DROIT APPLICABLE	13
ARTICLE 23. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	13
ARTICLE 24. CLAUSE SOCIALE.....	13
ARTICLE 25 : LITIGE	13
ARTICLE 26 : RESILIATION.....	14

Le titulaire est réputé avoir accepté sans réserve l'ensemble des dispositions du Cahier des Clauses Particulières.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables dans ses relations avec la personne publique.

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la mise en place d'une prestation d'accompagnement à la réalisation du projet **AMEO** (programme d'éducation à l'environnement pour la protection des récifs coralliens) auprès d'écoles de l'île Maurice, des Seychelles et des Comores afin de sensibiliser à la préservation des récifs coralliens.

1.1. Présentation de l'Institut de Recherche pour le Développement

L'institut de recherche pour le développement (IRD) est un établissement public à caractère scientifique et technologique placé sous la double tutelle du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) et du Ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI) et disposant d'un budget de 220 millions d'euros.

L'IRD, acteur international depuis 1944, a un rôle primordial en matière de recherche dans les principaux domaines scientifiques suivants :

- Biodiversité continentale et amélioration des plantes
- Biodiversité marine et halieutique
- Environnement
- Modélisation et outils d'observation
- Océan, climats et impacts
- Ressources en eau et sols
- Risques naturels et vulnérabilité
- Santé
- Sociétés

Tous ces domaines sont axés sur le développement des pays du Sud.

1.2. Description du contexte

Le projet AMÉO « Aire Marine Éducative Océan indien » est un projet d'éducation à l'environnement qui sensibilise les enfants aux enjeux de la protection des récifs coralliens à travers la mise en place d'actions concrètes de conservation. Le projet s'appuie sur le concept d'Aires Marines Éducatives (AME) porté par l'Office Français de la Biodiversité (OFB) qui sera pour la première fois déployé à l'international dans six îles de l'océan Indien, La Réunion, l'île Maurice et Rodrigues, les Seychelles, les Comores et Madagascar. L'AME est un espace marin dont la gestion est confiée aux enfants en concertation avec les usagers du milieu et les décideurs locaux pour assurer sa protection. C'est une démarche éco citoyenne mettant les élèves au cœur d'une réflexion collective sur la gestion et la protection du patrimoine naturel et culturel marin. Les objectifs du projet sont triples : (i) Apprendre, en s'appuyant sur des approches innovantes d'éducation (jeux, art & sciences) ; (ii) Agir pour mettre en place des mesures de conservation avec l'appui des scientifiques ; et (iii) Coopérer entre les îles du SO océan Indien. La coopération est facilitée par des outils collaboratifs innovants (plateforme collaborative, rédaction d'un conte), des échanges d'expériences et les restitutions devant un large public. Les résultats escomptés sont la création de 6 AME, chacune associée à une mesure de conservation, la production de nouveaux supports pédagogiques, et la création d'un réseau multi-acteurs engagés dans la gestion de l'environnement marin.

ARTICLE 2 : ALLOTISSEMENT

Le présent marché est alloté conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique.

- Lot 1 - N° 2025010250F34A : Accompagnement à la réalisation du projet **AMEO** à l'île Maurice et à Rodrigues
- Lot 2 - N° 2025010250F34B : Accompagnement à la réalisation du projet **AMEO** aux Seychelles
- Lot 3 - N° 2025010250F34C : Accompagnement à la réalisation du projet **AMEO** aux Comores

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- Acte d'engagement (A.E) du lot concerné, complété(s), daté(s) et signé(s) par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire du marché et ses annexes :
 - Annexe 1 : le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) ;
 - Annexe 2 : DC 4 (ou déclaration de sous-traitance, le cas échéant)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières n° 2025010250F34 (C.C. A.P.)
- La Cahier des Clauses Techniques Particulières n° 2025010250F34 (C.C.T.P)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), approuvé par Arrêté 30 mars 2021 et réputé connu du titulaire quoique n'étant pas joint au dossier de consultation des entreprises ;
-
- Le Mémoire Technique du titulaire du candidat remis dans son offre et respectant les prescriptions du CCAP et du CCTP.

En cas de contradiction, d'incohérence ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Le CCAG applicable aux Fournitures Courantes ou de Services (FCS) est réputé connu du titulaire quoique n'étant pas joint au dossier de consultation des entreprises.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché.

Le Titulaire devra se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

ARTICLE 4 : TRANCHES

Sans objet

ARTICLE 5 : VARIANTES - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Les variantes à l'initiative de l'acheteur et à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

ARTICLE 6 : DUREE DU MARCHÉ

La durée totale du marché est de 36 mois à compter de la notification.

ARTICLE 7 : LIEUX D'EXECUTION

Les prestations seront exécutées pour le lot 1 à l'Île Maurice et à Rodrigues, pour le lot 2 aux Seychelles et pour le lot 3 aux Comores.

ARTICLE 8 : PRIX

Le marché est un marché ordinaire dont le prix est global et forfaitaire.

Les prix sont réputés comprendre la totalité de nécessaires à la bonne et entière réalisation de l'objet du marché.

Le montant du marché est indiqué à l'Acte d'Engagement et décliné dans le cadre de décomposition du prix global forfaitaire.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir, en cours d'exécution du marché, du caractère incomplet du cadre de décomposition du prix global forfaitaire ou d'une prestation supplémentaire imprévue pour demander une augmentation du prix. Celui-ci est en effet ferme et définitif sur toute la durée du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (y compris les droits de douane) frappant obligatoirement les prestations ainsi que l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le titulaire. Les prix comprennent la fourniture de la main d'œuvre et de l'ensemble du matériel nécessaires à la bonne exécution des prestations ainsi que les frais de déplacements.

Les prix du marché sont établis hors TVA

ARTICLE 9 : VARIATION DANS LES PRIX

Les prix du marché sont fermes sur toute la durée du marché.

ARTICLE 10 : RACHAT OU CESSION D'ACTIVITES

Les droits et obligations nés du présent marché sont personnels aux deux parties. Ils ne pourront être transférés à des tiers que d'un commun accord.

Les modifications affectant la personne titulaire du marché doivent donner lieu à la passation d'un avenant.

A défaut d'un tel accord, toute cession ou transfert sera considéré comme nul et sera inopposable à l'IRD

En cas de rachat ou de cessation d'activité, le prestataire a l'obligation d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception postal ; à ce titre obligation lui est faite d'indiquer le nouveau prestataire et d'en communiquer le nom et les références professionnelles.

Le prestataire remplaçant devra au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations, à défaut le marché pourra être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières.

Le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

ARTICLE 11 : SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée. Les opérations relatives à la sous-traitance devront s'effectuer conformément aux strictes dispositions des articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

En cas de sous-traitance directe :

Le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

En cours d'exécution, le titulaire présente le formulaire DC4 ainsi que les pièces suivantes :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Une présentation de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du sous-traitant. Il s'agit des références demandées au titulaire pour l'appréciation des mêmes capacités ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

En cas de déclaration lors de la remise de l'offre, il présente le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées.

En cas de sous-traitance indirecte :

Les sous-traitants doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation des sous-traitants directs et doivent fournir une caution bancaire. Une convention de délégation de paiement peut être demandée sous réserve de la décision souveraine du pouvoir adjudicateur.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir que sous réserve, d'une part de cette acceptation et de cet agrément, et d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

ARTICLE 12 : MODALITES DE PAIEMENT

12.1. Paiement et établissement des factures

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique.

Pour les factures envoyées de façon dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, elles sont déposées via les informations indiquées sur le bon de commande (n° de SIRET et code service exécution, et n° d'engagement juridique).

Pour les factures envoyées par voie postale elles doivent être adressées à :

**IRD La Réunion,
CS 41095, 2 rue Joseph Wetzell,
Parc technologique universitaire
97495 Sainte Clotilde Cedex**

**IRD à MADAGASCAR
Route d'Ambohipo
Près Lot BV 22 Ambatoroka
Antananarivo
BP 434**

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent marché,
- Le cas échéant, la référence du bon de commande,
- Le numéro et la date de la facture ;
- L'objet de la prestation,
- La référence aux livrables réceptionnés
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,
- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A. (taux en vigueur à la date de facturation),
- Le montant TTC,
- Le cas échéant, le taux de remise appliqué au montant HT
- Le cas échéant, la mention offre promotionnelle en HT et en TTC
- Le numéro SIRET du titulaire,
- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire du titulaire,
- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement.

Pour les factures adressées sous format papier, elles sont libellées à l'ordre de I.R.D. et seront adressées à sur le bon de commande. L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement et le comptable assignataire de la dépense sont indiqués à l'Acte d'Engagement.

Toute facture non rédigée comme indiquée ci-dessus sera retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

Pour rappel, l'[ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014](#) définit le **calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs** comme suit :

- Depuis le 1er janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et les personnes publiques ;
- Depuis le 1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;
- Au 1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;
- Au 1^{er} janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

12.2. Mode de règlement

Délais de paiement :

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, l'IRD procédera au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours.

Ce délai commencera à courir à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

Intérêt moratoire :

En application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

Acomptes :

Les acomptes, exprimés en pourcentage du montant total de la prestation, seront versés conformément à l'article L2191-4 du Code de la commande publique sur présentation de factures accompagnées du rapport détaillé des activités réalisées :

- A hauteur de 3 factures par an (toutes actions confondues) : 1er Acompte sur présentation de facture, à l'issue de la réalisation de la mission 1 ; 2^{ème} Acompte sur présentation de facture, à l'issue de la réalisation de la mission 2 ; 3^{ème} Acompte de sur présentation de facture, à l'issue de la réalisation de la mission 3.

Le paiement final intervient sur présentation de facture, à l'issue de la réalisation de la finalisation de l'ensemble des actions prévues dans la prestation.

ARTICLE 13 : FINANCEMENT ET GARANTIES

13.1. Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

13.2. Nantissement

Le présent marché peut être nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la Commande Publique.

13.3. Avance

Une avance est accordée au Titulaire. L'avance est égale à 30 % du montant hors taxe (HT) du marché. Les prestations confiées à des sous-traitants et donnent lieu à paiement direct.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de la notification du marché.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde conformément à l'article R2191-11 du code de la commande publique.

ARTICLE 14 : MODALITES D'EXECUTION ET DE LIVRAISON DU MARCHE

Les modalités d'exécution des prestations sont décrites précisément dans le CCTP.

14.1. Pilotage du marché

Le marché sera piloté par le porteur du projet : Pascale CHABANET pascale.chabanet@ird.fr

14.2. Désignation d'un référent

Le titulaire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis de Représentant du Pouvoir Adjudicateur pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

Son identité ou tout changement intervenant pendant la période d'exécution devra être soumis à l'accord préalable de l'IRD. Le remplaçant devra disposer des compétences et qualifications équivalentes au référent initial.

14.3. Délais d'exécution

Les modalités d'exécution des prestations sont communes à l'ensemble des lots.

Le titulaire de chaque lot est tenu de respecter les prescriptions techniques et organisationnelles définies dans le présent CCTP, notamment en matière de méthodologie d'intervention, de qualité des prestations, de respect des délais et de modalités de suivi et de reporting.

La seule différenciation entre les lots concerne le périmètre géographique d'intervention, qui sera précisé dans la description spécifique de chaque lot tel que ci dessous :

- Lot 1 : Iles Maurice et Rodrigues
- Lot 2 : Les Seychelles
- Lot 3 : Les Comores

14.4. Réunion de lancement de la prestation

A la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec les porteurs et chargée de projet du programme afin d'informer plus précisément le titulaire sur le contenu et les modalités d'exécution de la prestation. Cette réunion pourra être organisée sous forme de visio-conférence.

Cette réunion de lancement aura pour objets de permettre au Titulaire de présenter ses intervenants et son mode d'organisation et au pouvoir adjudicateur de préciser le contexte de l'intervention, d'exposer ses méthodes d'organisation, et de remettre au Titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution du marché.

14.5. Décision de poursuivre – ordre de service

Par dérogation à l'article 3 du CCAG FCS, toute décision de poursuivre, tout ordre de service, ou toute décision et/ou information, pourra être transmis au titulaire par courriel avec accusé de réception.

14.6. Fonction de conseil et neutralité

Le titulaire exécute les prestations qui lui sont confiées de manière professionnelle et avec tout le soin requis et en particulier se conforme aux règles de l'art applicables pour le type de prestations effectuées.

Le titulaire s'engage à apporter à la personne publique toute l'information nécessaire à l'efficacité des prestations objet du présent marché public.

En particulier, le titulaire prévient sans délai la personne publique contre l'utilisation de tout document, matériel, logiciel et plus généralement contre l'utilisation de toute solution technique qu'il juge techniquement ou économiquement inadaptés.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas fournir à l'IRD des solutions qui feraient l'objet de droit de propriété intellectuelle.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de la prestation et à accomplir sa mission conformément aux usages de la profession et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire s'engage à informer la personne publique sur l'évolution réglementaire des dispositions qui se rapportent au présent marché.

14.7. Restitution des livrables

Les consultations, écritures et tout autre document produit par le titulaire seront établis et transmis sur support informatique (notamment sous format Word et Excel ou compatible), et sur demande de l'IRD, également sur support papier.

14.8 Suivi d'exécution de la prestation

Le titulaire est tenu, dans le cadre du présent marché, à une obligation de conseil, consistant à tenir l'IRD informé des dernières évolutions relatives aux prestations du présent marché. Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens raisonnablement nécessaires à la réalisation de la prestation et à accomplir sa mission conformément aux usages de la profession et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires. Le titulaire s'engage à informer la personne publique sur l'évolution réglementaire des dispositions qui se rapportent au présent marché et applicables au Laos qui, selon l'avis raisonnable du Titulaire, sont susceptibles d'affecter la prestation des services du Titulaire en vertu du présent acte d'engagement.

14.9 Opération de vérification et d'admission

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples, ayant pour objet de constater la conformité des fournitures livrées ou des prestations fournies par rapport aux spécifications des documents contractuels, seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service par la personne habilitée par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans les conditions du CCAG-FCS.

L'admission sera prononcée dans les conditions prévues au CCAG FCS. À défaut de communication formelle de la part de l'IRD confirmant l'admission des prestations fournies, celles-ci seront réputées conformes dans un délai de trois jours suivant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date à laquelle le Titulaire aura informé l'IRD que les services ont été livrés et/ou exécutés.

14.10 Conformité du titulaire à la protection des données personnelles

Le prestataire est responsable de l'application de la conformité à la réglementation en vigueur CNIL et RGPD applicable au traitement de données à caractère personnel de ses sous-traitants et fait son affaire de tout contrôle de cette conformité.

14.11 Sécurité des données à caractère personne

Conformément à la réglementation telle qu'en vigueur à la date de notification du marché, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

-
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
 - ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
 - ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
 - prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
 - prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
 - en fin de contrat, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution de prestations à une autre société relevant de la sécurité des données, ni procéder à une cession du marché, sans l'autorisation du Pouvoir adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations citées au présent article par le titulaire.

L'IRD, en cas de violation par le titulaire des stipulations du présent article, pourra résilier le marché à ses torts dans les conditions prévues au CCAG-FCS. La résiliation du marché ne fera pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

14.12 Autres responsabilités contractuelles

Le Titulaire s'engage à effectuer toutes les démarches utiles pour se donner les moyens d'effectuer les prestations objet du présent marché selon les conditions qu'il définit.

Pour garantir la qualité de service de ses prestations, le titulaire devra satisfaire aux exigences suivantes :

- Assurer la bonne exécution des prestations en prenant en compte les contraintes liées au contexte défini dans le présent marché ;
- Garantir le respect des délais avec un niveau de qualité toujours égal ; notamment mettre en place une procédure permettant de garantir l'absence de perturbations ;
- Veiller au bon avancement de la prestation conformément au calendrier arrêté.

Au titre de son obligation de conseil, le titulaire s'oblige notamment :

- à informer dans les meilleurs délais l'IRD de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations ;
- à alerter l'IRD de tout risque qui peut conduire soit à un retard dans le déroulement de la prestation, soit à une dégradation de la qualité de la prestation.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'IRD les modifications survenant au cours de l'exécution du marché

ARTICLE 15 : PENALITES

Pénalités de retard

Le délai de réalisation de la prestation est précisé dans le bon de commande et court à compter de la date de réception de celui-ci.

Lorsque le délai contractuel d'exécution, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux stipulations du CCAG-FCS, est dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, par

jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées à 100 euros par jour de retard.

Par dérogation aux dispositions du CCAG-FCS, toutes prestations comportant une date de rendu impérative non respectée ne donneront pas lieu à règlement.

Pénalités pour inexécution ou mauvaise exécution des prestations

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité fixée à 100 euros par inexécution ou mauvaise exécution constatée.

Caractère moratoire des pénalités

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent cahier des clauses particulières ont uniquement un caractère moratoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de l'exécution de l'obligation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité ; il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de cette pénalité.

Indépendance des pénalités et de la résiliation

L'application des pénalités s'effectue sans préjudice de la faculté pour la personne publique de notifier la résiliation de tout ou partie du marché dans les conditions prévues à l'article correspondant du présent cahier des clauses particulières. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à la personne publique.

ARTICLE 16 : POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie aux prestations du présent marché reste en toute circonstance sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Le titulaire est seul responsable des moyens humains, logistiques et matériels qu'il doit mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des membres de son personnel affecté aux prestations possède la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à leur bonne exécution.

Le titulaire devra remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf cas de force majeure ou situation assimilée.

ARTICLE 17 : SECRET PROFESSIONNEL / CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs et prestataires de services, au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans l'autorisation écrite de l'IRD être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le marché.

ARTICLE 18 : ASSURANCES

Par dérogation au CCAG FCS, le titulaire doit contracter une assurance lui permettant d'exécuter les prestations du marché. L'IRD ne peut pas être tenue responsable des dommages causés à un tiers lors de l'exécution des prestations.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 19 : RESPONSABILITES

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à l'IRD ou à des tiers.

ARTICLE 20. MARCHE A PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire un marché à prestations similaires, sur le fondement des dispositions l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, relatif à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables.

ARTICLE 21. MONNAIE

La monnaie de compte du Contrat est l'Euro (EUR). Le prix, libellé en Euro, reste inchangé en cas de variation de change.

ARTICLE 22. DROIT APPLICABLE

Le présent Marché est soumis, pour sa validité, son interprétation et en cas de litige dans son exécution, à la législation française.

ARTICLE 23. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Il est demandé au titulaire de s'inscrire dans cette stratégie éco-responsable, en particulier :

- En dématérialisant les livrables et documents produits (format Microsoft office, Open Office, Libre Office, PDF ou équivalent) pour l'exécution des prestations prévues au marché,
- Lorsque les impressions de documents ne peuvent pas être évitées, en privilégiant les impressions recto-verso, en noir et blanc, et dans la mesure du possible, sur du papier éco avec un label international.

ARTICLE 24. CLAUSE SOCIALE

Il est demandé au titulaire de respecter l'égalité entre les femmes et hommes dans l'exécution du contrat. Il doit mettre en œuvre des actions concrètes visant à garantir l'égalité de traitement, proscrire toute discrimination, veiller à l'égalité salariale et encourager la mixité à tous les niveaux de responsabilité.

ARTICLE 25 : LITIGE

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent marché, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable.

A défaut d'accord des parties dans les quinze jours suivant l'envoi par l'une des parties (par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) d'une demande en vue d'un règlement à l'amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le Tribunal Administratif de Marseille.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 26 : RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG FCS.

ARTICLE 27 : DEROGATIONS

Article 3 du CCAP	Article 4 du CCAG FCS.
Article 15 du CCAP	Article 14 du CCAG FCS.
Article 18 du CCAP	Article 9.2 du CCAG FCS.
Article 27 du CCAP	Chapitre 7 du CCAG FCS.

Le présent document est à accepter sans modification.

Seul l'exemplaire détenu par l'Administration fait foi.